

# La guerre de l'information dans la grande stratégie russe

Dr. Olivier Schmitt

*Associate Professor of International Relations, Université du Danemark du Sud  
Center for War Studies*

La crise ukrainienne a mis en lumière l'opposition entre les pays occidentaux et la Russie sur le devenir de l'architecture de sécurité du continent européen. De nombreux analystes ont commenté la manière dont la Russie montait une campagne de propagande habile en Ukraine et dans les pays occidentaux. Néanmoins, il reste à étudier la manière dont cette campagne de propagande s'inscrit dans la stratégie intégrale de l'Etat russe, qui utilise tous les moyens à sa disposition (informationnels, diplomatiques, militaires, économiques) pour accomplir un projet politique spécifique, et hostile à l'Occident.

Cet article étudie la source de ce projet politique, et notamment la vision russe du monde et le sentiment d'humiliation partagé par les élites russes, et montre comment la Russie se pose désormais en champion des valeurs conservatrices. Comprendre les sources et les objectifs de ce projet est fondamental pour saisir la manière dont la guerre de l'information russe, qui s'appuie sur des pratiques de « technologie politique » courantes en Russie et constitue un aspect important de la doctrine stratégique de Moscou, opère contre les pays occidentaux.

Au final, étudier la guerre de l'information russe force à se poser la question de l'opposition majeure entre les projets politiques portés par Moscou et par les démocraties occidentales.

## Le contexte politique

### *Géopolitique et humiliation*

L'une des clefs de compréhension de la vision russe du monde est la fascination pour la « géopolitique ». On trouve en Russie des centaines de livres sur la géopolitique, et certains universitaires ukrainiens ont même écrit des ouvrages complets analysant l'obsession russe pour le sujet.

Le terme « géopolitique » est difficile à manier dans le contexte français. En fonction des situations et des interlocuteurs, il peut désigner une tentative d'une partie de la géographie universitaire de créer un courant spécifique qui a donné lieu à de nombreuses controverses entre tenants de la « géographie politique » et tenants de la « géopolitique »<sup>1</sup>. Plus fréquemment, le nom ou l'adjectif « géopolitique » se réfère en fait à tout savoir qui relève de l'international et des enjeux de puissance : on entendra ainsi des journalistes parler de la « situation géopolitique » d'une région du monde. De même, on pourra trouver dans le commerce des ouvrages de culture générale, sur la politique intérieure et extérieure d'un Etat ou d'une région du monde en particulier, qui sera souvent intitulé « géopolitique de ... ». Dans ce cas, l'emploi du terme ne recouvre aucune prétention théorique ou épistémologique spécifique.

Mais c'est d'une autre tradition que se réclament les auteurs russes, celle d'une « géopolitique » en tant que discipline produisant un savoir spécifique sur les relations internationales, pourtant discréditée de longue date par les spécialistes universitaires qui ont largement listé ses erreurs et impasses conceptuelles. De fait, la géopolitique classique des fondateurs (Haushofer, Spykman, etc.) souhaite étudier l'influence de la géographie (physique et humaine) sur le comportement des

---

<sup>1</sup> Stéphane Rosière, *Géographie Politique et Géopolitique : une Grammaire de l'Espace Politique*, Paris, Ellipses, 2003.

Etats. Or, cette approche est prise dans une double impasse. Si son seul apport est de dire que la géographie est importante pour comprendre le comportement des acteurs sur la scène internationale, elle n'a aucun intérêt puisque personne ne nie ce fait. Mais si elle veut se constituer en tant que production d'un savoir spécifique, elle en vient inmanquablement (et malgré les dénégations de ses partisans), à verser dans le déterminisme géographique (qui est scientifiquement absurde puisqu'il exclut tout autre facteur matériel ou idéal de l'analyse), niant de fait toute contingence aux événements et considérant la politique mondiale comme un immense échiquier où tout événement serait réductible à un affrontement des puissances, lui-même expliqué par leur position géographique<sup>2</sup>. Fondamentalement, la vision du monde « géopolitique » est que « tout est lié », et que la contingence n'existe pas dans les relations internationales : un coup d'Etat en Afrique est ainsi dans cette optique forcément à mettre en lien avec la compétition planétaire des grandes puissances, qui auraient choisi un nouveau champ de bataille pour leur affrontement. On comprend bien que, dans cette vision, une révolution telle que celle d'Euro-Maïdan est forcément interprétée comme faisant partie d'une compétition plus large entre les Etats-Unis et la Russie, déniaut ainsi aux manifestants toute autonomie et occultant la dynamique sociale propre à une crise politique. La deuxième caractéristique de cette vision totalisante des relations internationales est que le monde appartient aux plus puissants, et que les petits Etats ne méritent pas de voir leur souveraineté respectée.

Le second mythe politique fondamental de la vision russe du monde est le discours de « l'humiliation » dont aurait souffert la Russie dans les années 1990, un sentiment largement partagé par les élites russes actuelles, et qui s'appuie sur plusieurs motifs rhétoriques. Le premier est le complot occidental qui aurait détruit l'Union Soviétique. Or, des problèmes structurels fondamentaux ont conduit au déclin de l'URSS, pas à son effondrement. La fin de l'Union Soviétique a été le résultat d'un processus de négociations entre Russes, Ukrainiens et dirigeants des autres républiques soviétiques. L'ouverture des archives a depuis montré que les Etats-Unis, en particulier, ont tenté de freiner le rythme de l'effondrement de peur de potentielles violences et de la dissémination des armes nucléaires soviétiques<sup>3</sup>. Le deuxième est la fameuse « promesse » de ne pas étendre l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie, promesse dont aucun document d'archive (et aucun accord international) ne fait la moindre mention, fait fi de la volonté des Etats nouvellement souverains de rejoindre l'Alliance et du droit des Alliés de les accepter<sup>4</sup>, mais fonctionne comme un argument récurrent servant à alimenter un fantasme d'encerclement. La troisième caractéristique de l'humiliation est l'interventionnisme militaire occidental, en particulier au Kosovo, en Irak et en Libye, qui a servi à justifier l'annexion de la Crimée<sup>5</sup>. Enfin, le dernier élément du sentiment d'humiliation serait la corruption économique, politique et morale des années Eltsine, dont auraient bénéficié les Occidentaux, et à laquelle Vladimir Poutine aurait mis bon ordre. Là encore, l'opposition entre les deux périodes (élément-clé du discours du régime russe sur lui-même) est largement fantasmée, ne serait-ce que parce que Poutine est arrivé au pouvoir en tant que défenseur des intérêts d'Eltsine (directeur des services secrets puis signataire d'un décret protégeant Eltsine de toute enquête pénale), et qu'une classe d'oligarques en a simplement remplacé une autre.

Ce discours expliquant que tous les événements internationaux sont liés entre eux et relèvent d'une volonté d'humiliation de la Russie trouve un écho dans un pays où la tradition de recherche

---

<sup>2</sup> Stefano Guzzini (sous la dir.), *The Return of Geopolitics in Europe? Social Mechanisms and Foreign Policy Identity Crises*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

<sup>3</sup> Sehrii Ploky, *The Last Empire: The Final Days of the Soviet Union*, Londres: Oneworld, 2014.

<sup>4</sup> Mary Elise Sarotte, *1989: The Struggle to Create Post-Cold War Europe*, Princeton: Princeton University Press, 2014 (2e ed.).

<sup>5</sup> La différence étant que l'intervention de l'OTAN au Kosovo a eu lieu alors qu'un génocide était en cours, et après plusieurs mois de tergiversations durant lesquels il avait été demandé aux Russes de faire pression sur leur allié serbe; que la déclaration d'indépendance du Kosovo a été préparée pendant plusieurs années et reconnue par une partie importante de la communauté internationale; que « l'Occident » a été profondément divisé sur la Guerre en Irak; et que les termes de la résolution justifiant l'intervention en Libye n'ont pas suscité de veto de la part du représentant russe, négociateur expérimenté. Rien à voir avec l'annexion d'un territoire sur lequel aucune violence communautaire n'avait lieu, et une déclaration d'indépendance validée par un référendum sous contrainte militaire, organisé en un temps record, et non reconnu par la communauté internationale.

en sciences sociales est très faible. Du fait du poids de l'idéologie marxiste en URSS, le développement d'une pensée critique a été très limité et, à la fin de la Guerre Froide, il a été bien plus facile pour de nombreux spécialistes de sciences sociales de passer de l'étude du matérialisme historique à la révélation des complots imaginaires ourdis par les Etats-Unis contre Moscou dans le cadre d'un affrontement « géopolitique » global.

### *Les valeurs conservatrices*

Le désenchantement des classes moyennes éduquées et urbaines face au projet politique de Mr. Poutine conduisit aux manifestations de 2011, rassemblant par exemple 100.000 personnes à Moscou en décembre. Le mouvement ne parvint pas à prendre suffisamment d'ampleur pour plusieurs raisons, dont sa sous-estimation de l'influence de la télévision d'Etat sur la majorité de la population russe, et l'agrégation de nationalistes ethniques<sup>6</sup> tels qu'Aleksey Navalny, mais l'alerte fut bien comprise par Vladimir Poutine, dont la cote de popularité était en baisse.

Pour contrer la menace, M. Poutine développe depuis 2012 un projet basé sur les valeurs conservatrices (appuyé par l'Eglise orthodoxe), qui a de multiples avantages. En premier lieu, il s'agit d'un projet « attrape-tout » capable de mobiliser plusieurs bases électorales, sauf les classes moyennes urbaines de toutes façons déjà dans l'opposition. De plus, le projet facilite la marginalisation d'autres nationalistes tels que M. Navalny, affaiblissant d'autant toute opposition. Il permet aussi de redéfinir rhétoriquement l'opposition comme un « autre » absolu, créant ainsi une dichotomie « eux-nous » mobilisatrice, ce qui explique les accusations régulières portées contre l'opposition d'être à la solde de « l'étranger ».

M. Poutine peut également procéder à un renouvellement des élites en s'appuyant plus fortement sur les « oligarques orthodoxes » tels que Konstantin Malofeev et Vladimir Yakunin, tout en renforçant son contrôle de la société, perçu comme nécessaire après un interlude Medvedev jugé dangereusement réformiste. Plusieurs centaines de manifestants furent ainsi condamnés en 2012, la chaîne d'opposition Rain TV perdit son distributeur, les sites grani.ru et ej.ru furent interdits, et M. Poutine déclara qu'internet était un complot de la CIA, tandis que l'idéologue Alexandre Douguine parlait d'une « cinquième colonne » (les manifestants) et d'une « sixième colonne » (les membres du régime réticents envers les réformes). Cette reprise en main est accompagnée d'une campagne contre l'Europe décrite comme décadente et homosexuelle, le néologisme *tolerasty* désignant de manière péjorative ces libéraux dont les idéaux de tolérance servent en fait à importer en Russie le danger mortel de l'homosexualité (*pederasty*).

A l'international, le projet sert à renforcer l'un des principaux projets de M. Poutine depuis son retour: la création d'un nouveau bloc politique dans l'espace post-soviétique. Il s'agit d'une ambition ancienne, dont le dernier nom est « Union Eurasiatique », et dont l'objectif politique est de créer un bloc uni autour de valeurs conservatrices en opposition à l'Occident et ses valeurs post-modernes. Le projet politique de M. Poutine n'est pas de recréer une Union Soviétique, mais ressemble plutôt à faire de la Russie ce qu'elle était avant 1914: une puissance majeure, gardienne des valeurs conservatrices, au sein du concert des grandes puissances.

Enfin, M. Poutine a pu se rendre compte que son projet trouvait un écho auprès de certains mouvements politiques dans les pays occidentaux: à droite chez les conservateurs (comme Patrick Buchanan aux Etats-Unis) et les différents courants d'extrême-droite européen (dont le rapport à la Russie sert aujourd'hui de facteur unificateur); et à gauche chez les héritiers du communisme toujours prêts à soutenir tout projet susceptible de se fondre dans leur rhétorique « anti-impérialiste ».

---

<sup>6</sup> Contrairement au nationalisme poutinien qui est « étatique »: le slogan principal de M. Navalny était « arrêtez de nourrir le Caucase », celui de M. Poutine « il n'y a pas de Russie sans le Caucase ».

## Les moyens mis en oeuvre

### *Technologie politique et Etat virtuel*

L'une des clefs de la guerre d'information russe est à chercher dans l'influence des « technologues politiques » sur la vie politique russe depuis l'effondrement soviétique: un groupe de manipulateurs au service des plus offrants, qui créaient des histoires politiques parfaitement scriptées aux profits de leurs champions politiques allant bien au-delà du « story-telling » existant dans les sociétés occidentales. La principale différence sous le régime de M. Poutine étant que le Kremlin a désormais établi un monopole sur ces pratiques en s'attachant les services de ces technologues politiques, y compris le plus célèbre d'entre eux, Vladimir Surkov.

Le talent des technologues politiques consiste à manipuler les technologies de l'information, créant des drames virtuels au sens littéral du terme, car ils n'existent qu'à la télévision; et en influençant le discours dominant sur les médias sociaux. Mais ces mini-drames n'existent que parce qu'ils sont tenus par un méta-récit unificateur qui donne du sens à tous les événements. En 1996, ce récit était celui de « M. Eltsine face aux communistes », suivi par « M. Poutine face aux tchétchènes » lors de son arrivée au pouvoir en 1999-2000, « M. Poutine contre les oligarques » en 2003-2004, « le retour de la Russie » en 2007-2008 et enfin les « valeurs conservatrices » depuis 2012. Dans une large mesure, la politique en Russie est virtuelle et consiste à donner les apparences d'un enjeu en manipulant largement le cadre de référence de l'expression des citoyens<sup>7</sup>.

De ce fait, le contrôle des médias est essentiel et il est significatif que les principales violences contre les journalistes s'exercent toujours lorsqu'un changement de méta-récit a lieu. Il est fondamental de comprendre que l'enjeu de ces technologies politiques est d'abolir la frontière entre la vérité et le mensonge, et de présenter des mensonges évidents comme des « points de vue alternatifs ». Dans cette perspective, la Russie contemporaine et ses technologues politiques sont extrêmement post-modernes en ce qu'ils abolissent la différence, caractéristique de la modernité, entre le mythe et la réalité.

Comme l'un des principaux technologues politiques, Sergueï Markov, l'expliquait en 2007: « l'opinion publique change, elle ne disparaît pas, mais est progressivement créée artificiellement. (...). L'opinion publique est de plus en plus créée par les ordinateurs, qui n'ont pas d'avis propre puisqu'ils dépendent du programme qui est inséré. Tous les groupes d'intérêt se battent pour le droit d'insérer leur propre programme »<sup>8</sup>. La justification de cette vision ultra-cynique de la politique est en général que la Russie ne fait que de manière artisanale que ce que l'Occident pratique à grande échelle. Il est clair que les régimes démocratiques occidentaux font face à des problèmes de désenchantement des citoyens, d'émergences d'oligarchies politico-administratives et de diminution de l'indépendance des médias. Mais ces problèmes sont des dégénérescences des régimes politiques, ils n'en constituent pas, comme en Russie, la nature fondamentale. D'autant que le mythe principal du régime, qui consiste à présenter M. Poutine comme le bon tsar chargé de discipliner les mauvais boyards afin de rétablir la puissance russe, est un immense mensonge.

Ce mythe repose en effet depuis le début sur trois idées: que le Caucase allait être pacifié, que la Russie était une économie émergente pleine de potentiel, et que l'autorité de l'Etat allait être restaurée à travers l'établissement de la « verticale du pouvoir » (*vertikal vlasti*). Malheureusement, le Caucase est aujourd'hui loin d'être pacifié, l'échec de la politique russe y étant patent (et a complètement disparu du discours politique alors qu'il était au coeur du discours dominant du début des années 2000); le système économique, basé sur les hydrocarbures, la corruption et la proximité du pouvoir ne fait pas de la Russie un grand émergent, mais plutôt un pays en déclin<sup>9</sup>; et la verticale du pouvoir, qui de fait déresponsabilise des exécutants réduits à

---

<sup>7</sup> Andrew Wilson, *Virtual Politics. Faking Democracy in the Post-Soviet World*, New Haven: Yale University Press, 2005.

<sup>8</sup> Cité par Andrew Wilson, *Ukraine Crisis. What it Means for the West*, New Haven: Yale University Press, 2014, p. 23.

<sup>9</sup> Collectif, « L'Economie Russe dans la Tourmente », *Problèmes Economiques*, n°3108, 25/03/2015.

attendre les ordres d'un supérieur, est un échec conduisant M. Poutine lui-même à admettre en 2011 que 80% des décrets présidentiels ne sont pas appliqués par les régions.

Pour maquiller ces échecs, le recours à la technologie politique est systématique, et comprend une variété de moyens, qui servent de base à la guerre de l'information russe à l'étranger.

### *Les moyens de la guerre de l'information*

Comme nous l'avons vu, le but fondamental de la technologie politique, qui est un moyen de la guerre de l'information, est d'abolir la différence entre la vérité et le mensonge, pour n'offrir qu'une variété de « points de vue » à la valeur censément équivalente.

La guerre de l'information est un concept très en vogue à Moscou, et l'on peut trouver (comme pour la géopolitique), de nombreux livres sur le sujet. Le concept est toutefois bien différent du « soft power », et même de la propagande traditionnelle, puisqu'il recouvre en fait une gestion latente des processus d'information économique et culturelle de l'adversaire, et une forme d'agression informationnelle. M. Poutine définissait le concept en 2012 comme une « matrice d'outils et de méthodes destinés à atteindre des objectifs de politique étrangère sans l'emploi de la force mais à travers l'usage de l'information et d'autres leviers d'influence »<sup>10</sup>. Le concept se retrouve dans les documents officiels russes tels que la stratégie de sécurité nationale et la doctrine militaire. Ces documents présentent un monde hostile (cohérent avec la vision « géopolitique » du monde et le fantasme de l'humiliation), dans lequel la Russie est soumise à des agressions potentielles de toutes sortes, et doit donc se défendre en attaquant ses adversaires (notamment les pays Occidentaux) avant qu'ils ne l'attaquent. La guerre de l'information est perçue comme adaptée à la situation dans laquelle la Russie pense se trouver vis-à-vis des pays Occidentaux: ni paix, ni guerre ouverte utilisant la force armée, mais un état de conflit permanent qui nécessite l'emploi de moyens alternatifs afin d'affaiblir la volonté et la capacité de l'adversaire<sup>11</sup>. La guerre de l'information est donc une partie intégrante de la grande stratégie russe, impliquant une action aussi coordonnée que possible des agences militaires comme civiles, et visant les adversaires désignés de la Russie, donc les pays de l'OTAN<sup>12</sup>.

Pour ce faire, la Russie dispose de moyens variés. Le premier est le contrôle de médias diffusés internationalement: RT et Sputnik news. RT est issu de la fusion de la chaîne d'information Russia Today et de l'agence de nouvelles RIA Novosti, et placé sous la direction du journaliste ultra-conservateur (célèbre pour ses commentaires hostiles aux homosexuels) Dimitri Kiselyov. RT se veut l'équivalent de grandes chaînes d'information internationales comme CNN ou Al-Jazeera, mais sa diffusion télévisuelle reste limitée. En revanche, son succès sur internet est évident: il s'agit de la première chaîne d'information à avoir dépassé le milliard de vues sur youtube. Le positionnement éditorial, adapté en fonction des audiences nationales, combine à la fois la mise en avant d'interlocuteurs conservateurs (qui s'adaptent parfaitement à la nouvelle ligne politique du Kremlin) et de voix prétendument « alternatives » (utiles tant qu'elles servent à critiquer les gouvernements en place) avec des « enquêtes » destinées à satisfaire une audience prédisposée aux théories du complot<sup>13</sup> (comme par exemple un « reportage » expliquant comment la CIA a créé le virus Ebola). Sputnik news est le nouveau nom de la chaîne La Voix de la Russie, et son positionnement est similaire à RT, avec également une présence forte sur internet. Dans la pure tradition de la technologie politique, l'essentiel n'est pas que les faits soient vrais, mais il s'agit au contraire de créer une réalité alternative, critique envers le « système », ce qui correspond aux attentes de certaines catégories des populations occidentales désabusées par l'évolution de leurs systèmes politiques.

---

<sup>10</sup> « Vladimir Putin's Global Orwellian Campaign to Undermine the West », *The Week*, 9 Mai 2015.

<sup>11</sup> Ulrik Franke, *War by Non-Military Means. Understanding Russian Information Warfare*, Agence de recherche de défense suédoise, FOI, Mars 2015.

<sup>12</sup> La Russie identifie l'OTAN et ses pays-membres comme des adversaires dans ses documents doctrinaux.

<sup>13</sup> Gérald Bronner, *La Démocratie des Crédules*, Paris: PUF, 2013.

Le deuxième outil est la mise en place d'une « usine à troll » dont l'existence a fait l'objet d'enquêtes documentées du *New York Times* et du *Guardian*. Ces employés travaillent toute la journée à inonder de commentaires les sites en ligne des journaux occidentaux, des groupes Facebook judicieusement choisis et Twitter. Les consignes changent en fonction des événements et des intérêts du pouvoir russe. Un jour, il peut s'agir d'alimenter des rumeurs selon lesquelles l'OTAN se préparerait à envahir la Russie, le lendemain de poster massivement des images, vidéos et commentaires traitant M. Obama de « singe inculte » pour avoir mâché du chewing-gum lors d'un voyage en Inde, etc. Des journalistes ont également montré que la Russie avait créé des milliers de robots Twitter dont le seul objectif est de retwitter les informations jugées importantes à mettre en avant par le Kremlin. L'effet de masse produit par la multiplication de la même information sur des supports variés contribue à créer cette « politique virtuelle » qui est l'objectif de la technologie politique.

Enfin, la dernière facette de la guerre de l'information prend la forme plus classique pour les technologues politiques du soutien à des organisations types ONG chargées de promouvoir le discours russe (comme l'Institut de la Démocratie et de la Coopération à Paris<sup>14</sup>), et le rapprochement avec des personnalités intellectuelles ou des partis politiques proches de la ligne de Moscou.

La combinaison de ces moyens a été particulièrement efficace pour imprégner durablement un certain nombre de mensonges lors de la crise ukrainienne. Le premier d'entre eux, par exemple, est que la Crimée aurait été russe de tous temps, et que son annexion n'était qu'un retour au sein de la mère patrie. Alors que la Crimée a été russe de 1853 à 1921 puis de 1945 à 1954 (76 ans); une république soviétique indépendante de 1921 à 1945 (24 ans); ukrainienne de 1954 à 2014 (60 ans), et a appartenu aux Tatars de Crimée (massivement déportés et éliminés par les Soviétiques en 1945) pendant plus de 400 ans avant l'annexion russe de 1853. L'autre mensonge très efficace a été l'affirmation selon laquelle la révolution de Kiev était le fait de néo-nazis, alors que les élections présidentielles de mai 2014 ont montré un soutien minimal pour l'extrême-droite en Ukraine (Oleh Tyahnybok, du parti de la liberté, recevant 1,2% des suffrages et Dimitryo Yarosh, du secteur droit, 0,7%). De même, l'affirmation selon laquelle le Parlement ukrainien aurait souhaité retirer au russe son statut de langue officielle méconnaît le processus de cette loi (le russe était une langue régionale depuis 2012 seulement, et la loi n'a jamais été promulguée) et oublie le fait que l'Ukraine est, de fait, un pays bilingue. Ce point a néanmoins contribué à alimenter le conflit, notamment dans l'Est de l'Ukraine, et a même été repris par des responsables politiques des pays occidentaux, montrant le succès de la guerre de l'information russe.

La guerre de l'information telle que pratiquée par la Russie est donc parfaitement adaptée à sa cible principale: les franges désabusées des sociétés occidentales, avides d'informations « alternatives » facilement disponibles sur internet et prêtes à croire toute nouvelle tant qu'elle est critique envers un « système » à la fois fantasmé et honni. Le but ultime de la Russie étant de contribuer à modifier la structure socio-politique des sociétés occidentales en contribuant à l'émergence et, éventuellement l'arrivée au pouvoir, de mouvements politiques populistes-conservateurs dont l'inclinaison idéologique est proche de la sienne. Ces transformations politiques permettraient de remettre en cause les structures de sécurité transatlantiques, pour le plus grand bénéfice de Moscou.

## **Conclusion: que faire avec la Russie?**

Plusieurs conséquences doivent être tirées de l'attitude russe vis-à-vis de l'Occident. En premier lieu, le contexte socio-politique russe a permis l'arrivée au pouvoir d'une élite intimement persuadée que le seul objectif de l'Occident est de la détruire. De ce fait, les tentatives

---

<sup>14</sup> Andrew-Sebastien Aschehoug, « Les Poupées Russes de la Propagande de Poutine en France », *slate.fr*, 11 février 2015.

occidentales d'accommodation de la Russie au sein des institutions internationales (Conseil OTAN-Russie, participation au G8, intégration dans l'OMC) sont un échec et n'ont pas eu l'effet socialisateur attendu : la Russie souhaite à la fois tirer des bénéfices de ces participations, et en remettre en cause les règles. Ainsi, la Russie actuelle correspond à ce que Charles Glaser appelle un « Etat cupide » (*greedy state*)<sup>15</sup>. Il s'agit d'Etats disposants d'ambitions territoriales ou de statut international toujours plus étendues, et qui ne peuvent pas être accommodés au sein du système international car ils perçoivent tout compromis comme une preuve de faiblesse de la part de leurs adversaires. De ce point de vue, il convient d'admettre que la Russie a désigné les Etats occidentaux comme ses ennemis, et d'en tirer les conséquences. Un affrontement militaire ouvert est improbable, du fait de la dissuasion nucléaire<sup>16</sup> et de l'infériorité militaire russe face à l'OTAN, mais il est clair que la Russie a des intentions hostiles vis-à-vis des Etats occidentaux. Ni paix, ni guerre ouverte, la situation est celle d'un conflit permanent qu'il va falloir apprendre à gérer, en communiquant avec la Russie lorsque c'est nécessaire (Iran, Syrie): il s'agit d'un adversaire cherchant à nous affaiblir, mais avec lequel on peut trouver des terrains d'entente temporaires sur des sujets au périmètre limité, et pas un partenaire fiable.

Deuxièmement, le journalisme occidental doit être particulièrement vigilant dans son traitement de la question russe. L'intégralité de la guerre de l'information consiste à effacer la distinction entre vérité et mensonge et de prétendre que différents discours sont autant de « points de vue » ayant la même valeur. Or, l'ethos du journalisme consiste justement à rapporter aussi fidèlement que possible les différentes perspectives sur un événement, ce qui comporte le risque de participer involontairement à la manœuvre russe en mettant sur le même plan les déclarations des responsables occidentaux, et les déclarations des responsables russes. Cette démarche, normale, est en fait contre-productive quand l'un des acteurs ment effrontément, et que le mensonge perpétuel fait partie de sa stratégie de communication. Les journalistes vont donc devoir être très vigilants dans leur manière de rapporter l'information, et continuer un travail d'enquête indépendante rendu de plus en plus difficile par la réduction des budgets alloués aux correspondants étrangers. Plus que jamais, la distinction entre enquête de terrain documentée et opinion sera fondamentale à établir, la Russie cherchant justement à faire passer les messages d'opinion comme aussi valides que les travaux d'enquêtes.

Troisièmement, la France est particulièrement vulnérable à la propagande russe, pour plusieurs raisons. En premier lieu, le positionnement de M. Poutine comme un défenseur de la puissance de l'Etat correspond à la tradition jacobine-républicaine qui irrigue un certain nombre de courants politiques de droite comme de gauche. Voyant en M. Poutine le restaurateur de la souveraineté de l'Etat face au marché, ses admirateurs jacobino-républicains oublient allègrement au passage toute la dimension anti-républicaine de son programme (appui sur l'église orthodoxe, discrimination de minorités ethniques ou sexuelles, etc.). Deuxièmement, l'image de lui-même que veut créer M. Poutine correspond très exactement à l'un des mythes principaux de la culture politique française telle qu'analysée par Raoul Girardet: le mythe du sauveur. Cette résonance de la propagande russe avec la culture politique française rend des franges entières de l'électorat naturellement favorables au discours véhiculé par la Russie. Troisièmement, il existe traditionnellement une véritable russophile française, consistant à excuser la politique russe par admiration pour sa culture, et datant au moins de la visite de Diderot à Catherine II. Une partie significative des élites culturelles françaises ne veut voir que la Russie de Saint-Petersbourg, cultivée et européenne, et voudrait pouvoir oublier Moscou. Cette tendance à voir Pouchkine derrière Poutine n'a politiquement aucun sens (on peut admirer une culture et regretter la politique de son Etat), mais est très perméable au discours russe consistant à mettre en avant une « Russie éternelle » et fantasmée. Enfin, le discours « anti-impérialiste » qui irrigue de larges fractions des mouvements politiques français (de l'extrême-gauche à l'extrême-droite en passant par les néo-gaullistes) les rend naturellement plus réceptifs au discours de la propagande russe, qu'ils

---

<sup>15</sup> Charles Glaser, *Rational Theory of International Politics*, Princeton: Princeton University Press, 2011.

<sup>16</sup> Même si de nombreux experts s'inquiètent de l'évolution de la doctrine nucléaire russe et notamment sa croyance dans la possibilité de remporter une guerre nucléaire limitée. Voir Max Fisher, « How World War III Became Possible », *vox.com*, 29 Juin 2015.

reprennent parfois mot pour mot. La cible potentielle de la propagande russe est donc large, et comprend les néo-républicains, les néo-souverainistes et les anti-impérialistes de tous bords: une alliance hétéroclite mais potentiellement importante, comme le montre le soutien à la Russie affiché par des intellectuels en vue ou des responsables politiques de premier plan. Pour toutes ces raisons, il n'est absolument pas surprenant que la Russie ait fait de la France une cible prioritaire de sa campagne de guerre de l'information en Europe.

Enfin, la guerre de l'information russe joue aussi sur des sentiments profonds de large pans de la société occidentale: un sentiment d'abandon de la part des élites, la recherche d'informations « alternatives » face à ce qui est perçu comme une omerta des médias traditionnels et leur collusion avec les responsables politiques, ou la croyance explicite ou implicite dans des forces cachées qui contrôlèrent le monde (la CIA, le Bilderberg, les francs-maçons, etc.). Les personnes qui lisent les délires d'Alain Soral et de ses partenaires d'Égalité et Réconciliation, de Thierry Meyssan ou du Boulevard Voltaire sont susceptibles d'être sensibles à la propagande russe, qui fonctionne selon les mêmes mécanismes: allègres mélanges d'informations vraies soigneusement présentées, de mensonges et d'interprétations orientées; sous-entendus permanents servant à créer un sentiment de collusion; flatterie du lecteur « à qui on ne la fait pas » mais qui est en fait incapable d'établir une hiérarchie de la fiabilité des sources; et réduction de tous les malheurs du monde à une cause unique (les Américains dans le cas de la propagande russe). Face à ce mécanisme, démontrer les nombreux mensonges de la propagande russe ne suffit pas, même si c'est utile<sup>17</sup>. En effet, la propagande russe véhicule en fait un projet politique cohérent et organisé, fondé sur l'autoritarisme, l'exclusion des minorités et les valeurs conservatrices. Ce projet politique alternatif peut être séducteur pour des populations fragilisées et désabusées par l'échec des sociétés occidentales à leur donner des opportunités et des satisfactions matérielles et symboliques suffisantes. Exposer les mensonges russes ne remet malheureusement pas en cause le projet sur lequel ils s'appuient, qu'il s'agit de combattre pied à pied en réaffirmant nos valeurs démocratiques, libérales et pluralistes. La propagande russe n'est forte que tant que nos sociétés occidentales sont incapables de répondre aux attentes qu'elles ont suscitées: l'effort sur nous-mêmes est autant, voire plus important que la réaction nécessaire face à la nouvelle menace sur la sécurité européenne que fait peser la Russie. Au-delà de la dimension étroitement militaro-stratégique de la confrontation avec la Russie, l'affrontement fondamental est politique, et oppose deux visions de société irréconciliables: pour contrer la guerre de l'information russe, c'est aux démocraties occidentales de réussir à montrer une fois de plus que leur projet politique est supérieur à celui proposé par Moscou.

---

<sup>17</sup> Le site [www.russialies.com](http://www.russialies.com) offre une compilation très complète, et utile, des nombreux mensonges successifs de la Russie sur la situation en Ukraine.